tre la rejette, l'opposition sera traitée de la façon habituelle au bureau de district d'impôt.

Environ 75 pour cent des cas d'opposition se règlent au niveau du bureau de district à la satisfaction des contribuables. Les 25 pour cent restants sont constitués d'avis d'opposition non réglés qui sont soigneusement étudiés par les agents des appels de district avant que les cotisations contestées ne soient confirmées ou modifiées.

La Commission de révision de l'impôt

La Commission de révision de l'impôt est un organisme indépendant qui tient des audiences dans les grands centres du Canada. S'il n'est toujours pas satisfait, un contribuable peut en appeler d'une cotisation auprès de la Commission de révision de l'impôt, dans les 90 jours suivant la date à laquelle le Ministère a posté une confirmation de la cotisation ou un avis de cotisation différant de la cotisation originale en cause. La Loi prévoit également que lorsque le Ministre n'a pas avisé le contribuable de ses mesures dans les 180 jours suivant la présentation d'un avis d'opposition, ce dernier peut interjeter appel auprès de la Commission de révision de l'impôt. Il n'y a pas de frais de dépôt et la Commission ne peut attribuer les dépens.

Cour fédérale du Canada

Un contribuable a la possibilité d'en appeler directement à la division de

première instance de la Cour fédérale plutôt qu'à la Commission de révision de l'impôt, dans les mêmes délais que pour un appel devant la Commission. Le contribuable comme le Ministère peut également porter en appel devant ce tribunal une décision de la Commission de révision de l'impôt. Les jugements de la division de première instance de la Cour fédérale peuvent être portés en appel devant la Cour d'appel fédérale. Les décisions de cette dernière peuvent être portées devant la Cour suprême du Canada.

Impôts sur les successions et les dons et taxes d'accise

Auparavant, le gouvernement fédéral prélevait des impôts sur les donations et sur les biens transmis par décès. Toutefois, ces impôts ne s'appliquent en aucun cas aux décès survenus ou aux donations effectuées après 1971.

La Loi sur la taxe d'accise établit une taxe générale de vente et des taxes d'accise spéciales sur les biens produits au Canada ou importés. Elle ne frappe cependant pas les exportations canadiennes.

La taxe générale de vente perçue sur les biens produits ou fabriqués au Canada correspond à 9 pour cent du prix de vente du fabricant; celle perçue sur les biens importés correspond à 9 pour cent de leur valeur à l'acquisition, c'est-à-dire leur valeur après addition des droits de douane. Les matériaux de construction sont frappés d'une taxe moins élevée, soit 5 pour cent, tandis que l'alcool et le tabac